FAQ : Gestion des boues de STEP et obligations pour les agriculteurs

Table des matières

1. Introduction	2
2. Qu'est-ce qu'une boue de STEP et pourquoi est-elle utilisée en agriculture ?.....	2
3. Quelles sont les conditions à remplir pour valoriser des boues de STEP sur les sols agricoles ?	2
4. Comment s'effectue l'évaluation de la qualité des boues ?.....	3
5. Pourquoi les boues d'épuration font-elles l'actualité par rapport aux PFAS ?	3
6. Y a-t-il des données sur les teneurs en PFAS dans les boues wallonnes ?.....	3
7. Y a-t-il des PFAS dans d'autres matières épandues sur les sols agricoles ?.....	4
8. Quelles sont les mesures garantissant la qualité des boues valorisées en agriculture ?	4
9. Y a-t-il des mesures spécifiques aux PFAS pour les boues valorisées en agriculture ?.....	5
10. Y a-t-il un risque pour les sols suite à l'épandage des boues ?.....	5
8. Quelles sont les teneurs en PFAS dans les sols ?.....	6
9. Quelles sont les obligations légales en vigueur en matière de contrôle de PFAS dans les boues ?	6
10. Pourquoi la norme actuelle en PFAS est de 15 µg/kg en Flandre et de 40 µg/kg en Région wallonne ?	7
11. Quels sont les avantages agronomiques des boues de STEP ?	7
12. Quelles précautions faut-il prendre lors de l'épandage ?.....	8
13. Existe-t-il des restrictions sur l'épandage des boues ?.....	8
14. Quelles conditions de stockage des boues avant leur utilisation ?	9
15. Comment assurer la traçabilité des boues utilisées en agriculture ?	9
16. Que faire en cas de doutes sur la conformité des boues utilisées ?	10
17. Quels sont les enjeux écologiques liés à la gestion des boues ?.....	10
18. Les boues peuvent-elles remplacer entièrement les engrais minéraux ?	10
19. Quelles cultures bénéficient le plus de l'utilisation des boues ?.....	11
20. Que faire en cas de contamination des sols suite à un épandage ?	11
21. Comment les acteurs publics assurent-ils une gestion responsable des boues ?	11
22. Qui puis-je contacter pour des informations complémentaires ?	12
23. Conclusion.....	13

1. Introduction

Dans un contexte d'agriculture durable et de gestion circulaire des ressources, la valorisation des boues de station d'épuration (STEP) en agriculture représente une opportunité intéressante. Les boues offrent un apport en matière organique et en nutriments essentiels pour les sols tout en limitant l'incinération des déchets. Toutefois, leur utilisation est réglementée afin de garantir la sécurité environnementale et alimentaire.

Cette FAQ vise à répondre aux questions pratiques des agriculteurs pour les aider à mieux comprendre les enjeux et les obligations liés à l'utilisation des boues de STEP.

2. Qu'est-ce qu'une boue de STEP et pourquoi est-elle utilisée en agriculture ?

Les boues de STEP sont des produits résiduels organiques (PRO) issus du traitement des eaux usées urbaines. Ces boues contiennent notamment des nutriments (azote, phosphore) et de la matière organique qui favorisent la fertilité des sols. Elles sont utilisées comme engrais ou amendements pour :

- Améliorer la structure des sols grâce à l'apport en matière organique.
- Réduire l'utilisation d'engrais chimiques en recyclant les nutriments présents dans les boues.
- Contribuer à une gestion plus durable des déchets.

Cependant, afin d'éviter tout risque environnemental ou sanitaire, les boues doivent respecter des normes strictes pour pouvoir être épandues.

3. Quelles sont les conditions à remplir pour valoriser des boues de STEP sur les sols agricoles ?

En Wallonie, l'utilisation des boues en agriculture est soumise à plusieurs conditions :

1. **Autorisation de commercialisation** : Les boues doivent obtenir une validation du SPF Santé publique, sur la base de l'Arrêté Royal du 28 janvier 2013.
 2. **Certificat d'utilisation (CU)** : Délivré par la Direction de la Protection des Sols (DPS), ce certificat atteste de la conformité des boues pour un usage agricole sur une période de cinq ans.
 3. **Respect des normes de qualité** : Les contaminants, comme les métaux lourds et les PFAS, doivent être en dessous des seuils fixés par la réglementation.
 4. **Respect des restrictions d'usage** : L'épandage est soumis à des limitations de quantité et des zones d'exclusion (ex. proximité des points d'eau).
-

4. Comment s'effectue l'évaluation de la qualité des boues ?

L'évaluation passe par trois étapes clés :

1. **Échantillonnage** : Un préleveur agréé réalise des prélèvements selon un protocole normé.
 2. **Analyse en laboratoire agréé** : Les échantillons sont analysés pour mesurer les concentrations en contaminants et en nutriments. Les méthodes sont définies dans le Compendium Wallon des Méthodes d'Echantillonnage et d'Analyse (CWEA).
 3. **Attestation de qualité** : Les résultats d'analyse sont comparés aux normes en vigueur pour déterminer si les boues sont valorisables en agriculture
-

5. Pourquoi les boues d'épuration font-elles l'actualité par rapport aux PFAS ?

Les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sont des composés chimiques posent des enjeux environnementaux. En effet, les PFAS sont des substances très persistantes qui, en raison de leurs nombreuses applications domestiques et industrielles, sont présentes dans tous les compartiments de l'environnement.

Les PFAS peuvent donc se retrouver dans les eaux usées et dans les eaux de ruissellement qui sont collectées et traitées dans les stations d'épuration. Les boues d'épuration étant les résidus des processus de traitement des eaux usées, il est donc probable qu'elles contiennent aussi des PFAS.

Pour la population, en général, diverses études scientifiques ont conclu que l'alimentation constituait une des principales sources d'exposition à ces substances.

L'épandage des boues d'épuration urbaine en agriculture a notamment été pointée par certains comme pouvant être une des causes potentielles de contamination des eaux et des aliments.

Il y a cependant d'autres sources potentielles de contamination des sols agricoles par des PFAS, parmi lesquelles les retombées atmosphériques, l'épandage d'autres matières fertilisantes et de produits phytopharmaceutiques.

6. Y a-t-il des données sur les teneurs en PFAS dans les boues wallonnes ?

Dès décembre 2023, le SPW ARNE et la Société publique de Gestion de l'eau (SPGE) ont mis en place une démarche proactive au sujet de la présence de PFAS dans les eaux usées traitées et dans les boues résiduaires urbaines.

Dans ce cadre, un premier audit a été réalisé sur l'ensemble des stations d'épuration publiques entre mars et avril 2024. Les résultats de cet audit sont disponibles sur le portail du SPW ARNE5(1). Un deuxième audit est en cours, dont les résultats seront prochainement disponibles.

Vous pourrez aussi trouver des informations supplémentaires sur la présence des PFAS dans les eaux usées et dans les boues d'épuration sur le site de la SPGE (2).

(1) <http://environnement.wallonie.be/>

(2) <https://www.spge.be/en/resultats-rassurants-de-l-audit-realise-sur-la-presence-de-pfas-dans-les-eaux-et-boues-d-epuration.html?IDC=25&IDD=2916>

7. Y a-t-il des PFAS dans d'autres matières épandues sur les sols agricoles ?

En accord avec le Gouvernement wallon, le SPW ARNE prévoit de lancer prochainement une étude sur la présence de PFAS dans les autres matières fertilisantes produites à partir de déchets, à l'exception des effluents d'élevage.

Celle-ci examinera la pertinence d'imposer des mesures spécifiques additionnelles relatives aux PFAS aux installations d'épuration traitant des eaux usées industrielles, aux plateformes de compostage ou aux unités de biométhanisation.

Il y a également des substances considérées comme des PFAS dans certains produits phytosanitaires. Des informations sont disponibles sur le site du Service public fédéral Santé publique (3) qui est l'autorité compétente en matière de mise sur le marché de ces produits.

(3) <https://fytoweb.be/en/plant-protection-products/use/pfas>

8. Quelles sont les mesures garantissant la qualité des boues valorisées en agriculture ?

Reconnue comme participant à l'économie circulaire, la valorisation des boues résiduaire permet le recyclage de précieux nutriments et de la matière organique contenus dans ces matières.

La valorisation agricole des boues d'épuration urbaine a été encouragée depuis les années 90 et continue d'être soutenue par les instances européennes, fédérales et régionales wallonnes. Elle est réalisée dans un cadre réglementaire strict (4) visant à assurer la protection de la santé et des sols.

En Wallonie, les boues résiduaire urbaine sont valorisées en agriculture moyennant le respect d'une série de conditions reprises dans des certificats d'utilisation octroyés par le SPW ARNE et dans une autorisation octroyée par le SPF Santé publique.

Le suivi de la qualité des boues d'épuration avant épandage relève de la responsabilité du producteur des boues. Il y a lieu cependant de préciser le fait que, parmi les mesures générales figurant dans ces certificats, les prélèvements des échantillons à analyser doivent être effectués par un préleveur enregistré et les analyses doivent être réalisées par un laboratoire agréé (5).

Cette disposition est destinée à garantir la représentativité des résultats du suivi de la qualité des boues en vue de leur valorisation en agriculture.

- (4) Conformément à la directive européenne 86/278/CEE du Conseil du 12 juin 1986 relative à la protection de l'environnement et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture, à l'arrêté royal du 28 janvier 2013 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des engrais, des amendements du sol et des substrats de culture et à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration
 - (5) Arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 établissant les conditions d'enregistrement des préleveurs d'échantillons de déchets et les conditions d'agrément des laboratoires d'analyse des déchets - Art.2
-

9. Y a-t-il des mesures spécifiques aux PFAS pour les boues valorisées en agriculture ?

Dans l'attente d'une norme européenne, le Gouvernement wallon a adopté, le 10 octobre 2024, dans une circulaire, une série de mesures temporaires relatives aux PFAS. Ces mesures feront l'objet d'une évaluation et d'une éventuelle adaptation au plus tard fin 2026.

Ces mesures seront prochainement incluses dans les certificats d'utilisation délivrés pour les stations d'épuration urbaines dont les boues sont valorisées en agriculture.

Ces mesures temporaires seront d'application à partir du 1er janvier 2025 mais il a été recommandé aux producteurs de ces boues de les appliquer de manière volontaire depuis le mois d'octobre.

Ces mesures temporaires incluent notamment l'imposition des éléments suivants :

- 1) Limitation des doses d'épandage à 6 tonnes/ha de matières sèches (MS) pour une période de 3 ans (équivalent à une dose maximale de 2 tonnes/ha de MS par an) ;
- 2) Imposition de deux valeurs seuils dans les boues de respectivement :
 - 40 µg/kg de matières sèches pour la somme de 6 PFAS prioritaires⁶ ;
 - 400 µg/kg de matières sèches pour la somme de 22 PFAS⁷.

Lorsqu'une des deux normes est dépassée, les boues ne peuvent plus être valorisées en agriculture. Elles doivent être dirigées vers des filières thermiques d'élimination. Leur retour éventuel en agriculture ne pourra être envisagé qu'après une surveillance renforcée.

(6) PFOS, PFOA, PFNA, PFHxS, PFDA et PFHxA

(7) PFBS, PFPeS, PFHxS, PFHpS, PFOS, PFNS, PFDS, PFUnS, PFDoS, PFTrS, PFOSA, 6 :2 FTS, PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFOA, PFNA, PFDA, PFUnDA, PFDODA et PFTrDA

10. Y a-t-il un risque pour les sols suite à l'épandage des boues ?

La valorisation des boues en agriculture a fait l'objet de nombreuses études et évaluations des risques, tant sanitaires qu'environnementales, au cours de ces 30 dernières années.

Dans l'état actuel des connaissances, ces études n'ont, jusqu'à présent, pas démontré une augmentation significative des risques pour les agriculteurs, les végétaux cultivés ou les animaux d'élevages, suite à des apports raisonnés de ces déchets sur les terres agricoles.

Les effets des PFAS sur les organismes vivants du sol sont actuellement moins bien étudiés. Il n'existe pas non plus suffisamment de données, à ce jour, qui permettent d'objectiver les voies de transfert de ces substances entre les sols et les cultures.

Ces éléments font qu'il est difficile à l'heure actuelle d'évaluer les risques de la présence de ces substances dans les sols agricoles.

8. Quelles sont les teneurs en PFAS dans les sols ?

A l'heure actuelle en Région Wallonne, il n'existe pas encore de données permettant de déterminer précisément les teneurs en PFAS dans les sols wallons.

Le SPW ARNE prévoit de lancer en 2025 un programme de mesure de la teneur en PFAS dans les sols et notamment sur certaines parcelles sur lesquelles des boues auraient pu avoir été épandues.

9. Quelles sont les obligations légales en vigueur en matière de contrôle de PFAS dans les boues ?

Jusqu'à présent, il n'existe aucun cadre légal et aucune norme aux niveaux belge ou européen concernant le suivi des PFAS dans les boues d'épuration, juste quelques rares normes régionales ou nationales existant dans certains pays.

En Europe et à l'international, actuellement, plusieurs régions et pays ont commencé à mettre en place un contrôle des PFAS dans leurs boues d'épuration urbaine. De l'un à l'autre, les composés concernés et les seuils peuvent varier de façon importante. Ainsi :

- La Flandre applique un seuil de 15 µg/kg MS pour la somme des 20 PFAS de la directive eau potable.
- La Norvège applique un seuil de 40 µg/kg MS pour la somme du PFOA et du PFOS.
- Le Danemark applique un double seuil : 400 µg/kg MS pour la somme de 22 PFAS et 10 µg/kg MS pour la somme du PFOA, PFOS, PFNA et PFHxS.
- La certification qui permet la valorisation agricole des boues en Suède impose que le PFOS soit inférieur à 120 µg/kg MS.
- Le Canada applique depuis octobre 2024 une limite de 50 µg/kg MS pour le PFOS.

Le SPW-ARNE utilise notamment cet état des lieux pour définir les mesures ad hoc.

10. Pourquoi la norme actuelle en PFAS est de 15 µg/kg en Flandre et de 40 µg/kg en Région wallonne ?

La valorisation agricole des boues urbaines **est interdite** en Flandre car elle souffre déjà d'un excédent d'azote, essentiellement lié aux lisiers. La Flandre n'a donc pas défini de norme pour les boues urbaines **mais bien pour les composts, digestats et boues industrielles**, en vue de la protection des eaux souterraines. Pour déterminer le seuil de 15, la Flandre a travaillé sur 2 PFAS (PFOS et PFOA), avec une nappe d'eau souterraine peu profonde (1 m) et sans tenir compte des taux de transfert variable en fonction du type de sol (sensibilité du sol au lessivage). La valeur ainsi obtenue a ensuite été « élargie » aux 20 PFAS de la Directive « Eau potable ».

En Région wallonne, la double norme (40 µg/kg pour 6 PFAS et 400 µg/kg pour 22 PFAS) a été établie par analogie avec la réglementation danoise, une des plus strictes actuellement en Europe, afin de protéger l'environnement, dont les sols. La valeur de 40 cible les 4 PFAS pris en compte par l'Agence Européenne des Denrées Alimentaires, ainsi que 2 PFAS retrouvés plus fréquemment dans les boues urbaines. La valeur de 400 porte sur une liste de PFAS plus large, afin d'élargir le scope de détection d'une éventuelle pollution. »

11. Quels sont les avantages agronomiques des boues de STEP ?

Les boues de STEP apportent :

- **Matière organique** : Améliore la capacité de rétention d'eau et la structure des sols.
- **Phosphore** : Élément nutritif essentiel à la croissance des plantes.
- **Effet chaulant** : Stabilise le pH des sols acides, favorise la disponibilité des nutriments, améliore la structure et participe à la stabilité structurale du sol
- **Azote** : Élément nutritif essentiel à la croissance des plantes

Ces apports permettent de réduire les coûts liés à l'achat d'engrais minéraux et de contribuer à la durabilité des systèmes agricoles.

Le tableau ci-dessous présente les teneurs moyennes en matière organique, en éléments nutritifs principaux et en cuivre et en zinc de différents types de matières organiques fertilisantes exprimés en kg par tonne de matière fraîche :

	pH	Matière sèche	Matière organique	Azote total	Phosphore total	Potassium total	Cuivre total	Zinc total
	-	%MS	kg/t MF	kg/t MF	kg/t MF	kg/t MF	kg/t MF	kg/t MF
Fumier de bovins (sec)	/	24,1	162	5,9	3,8	8,9	/	/
Lisier de bovins	/	7,3	53	4,4	1,3	3,7	/	/
Digestats de biométhanisation	8,8	11,6	69	8	2	5	6	31

Composts	8,4	56,9	256	10	4	10	18	119
Sous-produits industriels	9,4	32	117	10	5	2	13	64
Boues d'épuration urbaines	11,4	32,2	132	11	4	2	44	229

12. Quelles précautions faut-il prendre lors de l'épandage ?

Pour garantir un épandage sûr et efficace, il est nécessaire de respecter les points suivants :

1. **Éviter les zones sensibles** : Ne pas épandre à proximité des cours d'eau, des puits ou des zones protégées.
2. **Adapter les doses** : Respecter les doses maximales autorisées pour éviter une accumulation excessive de contaminants ou une surfertilisation (respect du PGDA).
3. **Conditions météorologiques** : Éviter l'épandage par temps pluvieux pour prévenir le ruissellement.
4. **Matériel adapté** :
 - Utiliser des équipements appropriés pour assurer une distribution uniforme.
 - Incorporer ou injecter les boues dans le sol directement après l'épandage.

13. Existe-t-il des restrictions sur l'épandage des boues ?

Oui, plusieurs restrictions encadrent l'épandage des boues pour protéger l'environnement et la santé publique :

- **Zones sensibles** : Interdiction d'épandage à moins de 10 m d'un puits, d'un forage, d'une prise d'eau souterraine, des eaux de surface (cours d'eau, fossés, sources), des zones réputées inondables, dans les zones Natura 2000 et aussi dans les réserves naturelles, zones humides d'intérêt biologique, les zones naturelles et zones naturelles d'intérêt scientifique.
- **Saisons** : L'épandage est interdit pendant certaines périodes de l'année, notamment en hiver, pour éviter le ruissellement.
- **Quantités maximales** : Les doses sont limitées à 6 tonnes de matière sèche par hectare sur une période de 3 ans
- **Analyse préalable des sols** : Les sols doivent être analysés pour éviter une accumulation excessive de contaminants.
- **Délais** : **12 mois** minimum est imposé entre la valorisation de boues sur des terres destinées à la culture et la récolte de cultures légumières, fruitières et de pommes de terre.
- **Le chaulage des boues est obligatoire** pour la valorisation sur sols agricoles afin de les hygiéniser et d'améliorer leur tenue en tas. Par ailleurs, le chaulage permet de stabiliser

les potentiels contaminants présents dans la matière et de limiter ainsi leur transfert vers l'eau et les végétaux après application.

En plus de ces restrictions et selon leur rapidité d'action (déterminée sur base d'une analyse, mais elles sont majoritairement à action rapide), les règles du Programme de Gestion Durable de l'Azote (PGDA) s'appliquent également (périodes d'épandage, quantités, conditions météorologiques)

14. Quelles conditions de stockage des boues avant leur utilisation ?

Les boues doivent être utilisées dans un délai raisonnable après leur production :

- **Stockage sécurisé** : Les boues doivent être stockées à l'abri de l'eau et dans des conditions limitant les nuisances olfactives.
- **Durée maximale** : Bien que les boues stabilisées puissent être conservées plusieurs mois, il est recommandé de les utiliser dans l'année pour préserver leur qualité.

Pour appliquer les mêmes conditions de stockage reprises dans le PGDA :

- Le tas ne peut pas être localisé dans une zone de prévention de captage rapprochée (Zone IIa).
 - Le tas d'engrais de ferme doit être installé à plus de 20 mètres d'une eau de surface, d'un puits d'un piézomètre ou d'un point d'entrée d'un égout public.
 - Le tas ne doit pas être disposé sur un axe de ruissellement ou en zone soumise à l'aléa d'inondation.
 - Un axe de ruissellement est un endroit où les eaux qui ruissellent à la surface du sol se rejoignent naturellement et s'écoulent vers l'aval. Ces axes trouvent bien souvent leur exutoire dans un cours d'eau.
 - Les zones soumises à un aléa d'inondation sont les zones susceptibles d'être inondées par débordement d'un cours d'eau ou par concentration du ruissellement dans un vallon sec.
 - Le tas doit être déplacé chaque année de minimum 10 mètres par rapport à la limite du tas précédent. Un délai de 12 mois est nécessaire avant de pouvoir à nouveau réaliser un tas sur le même emplacement.
-

15. Comment assurer la traçabilité des boues utilisées en agriculture ?

La traçabilité est assurée grâce à :

- **Enregistrement des lots** : Chaque lot de boues est identifié avec un numéro unique.
 - **Documents de suivi** : Les analyses et certificats de qualité sont fournis avec les boues.
 - **Contrôles réguliers** : Les autorités effectuent des vérifications pour garantir la conformité.
-

16. Que faire en cas de doutes sur la conformité des boues utilisées ?

Si vous avez des doutes sur la qualité des boues, vous pouvez :

1. **Consulter les analyses** : Vérifiez les certificats de qualité fournis avec les boues.
 2. **Contactez les autorités** : Informez le SPW ou les organismes d'assainissement agréés pour obtenir des précisions.
 3. **Suspendre l'épandage** : En cas de doute sérieux, évitez d'utiliser les boues jusqu'à confirmation de leur conformité.
-

17. Quels sont les enjeux écologiques liés à la gestion des boues ?

La gestion des boues soulève plusieurs enjeux écologiques :

- **Polluants émergents** : Les PFAS et autres contaminants nécessitent une surveillance renforcée pour éviter leur dispersion dans l'environnement.
- **Émissions de gaz à effet de serre** : Le transport et l'épandage des boues peuvent générer des émissions qu'il convient de minimiser.
- **Valorisation durable** : L'utilisation des boues doit s'intégrer dans une économie circulaire pour limiter le gaspillage des ressources.

La valorisation des boues de STEP en agriculture offre une solution durable qui combine des bénéfices environnementaux, économiques et agronomiques. Les contrôles rigoureux effectués par les autorités publiques garantissent une sécurité optimale pour les sols, les cultures et les consommateurs. Ce modèle de gestion favorise une agriculture responsable et une gestion circulaire des ressources.

18. Les boues peuvent-elles remplacer entièrement les engrais minéraux ?

Non, les boues ne peuvent pas entièrement remplacer les engrais minéraux. Elles constituent une source complémentaire de nutriments, notamment en azote, en phosphore et en matière organique, mais leur composition peut varier selon leur origine. Une fertilisation équilibrée peut inclure les boues, mais elle doit être ajustée en fonction des besoins spécifiques des cultures et des sols.

19. Quelles cultures bénéficient le plus de l'utilisation des boues ?

Les cultures qui bénéficient particulièrement des boues sont :

- **Les céréales** : Comme le blé et l'orge, qui tirent parti des apports en azote et en phosphore.
- **Les cultures industrielles** : Betteraves sucrières, colza, etc.
- **Les cultures fourragères** : Pour améliorer la productivité des prairies.
- **Les cultures maraîchères** : À condition que les boues respectent des normes sanitaires strictes.

L'utilisation des boues est cependant interdite sur :

- a) des herbages et des cultures fourragères excepté si un délai de six semaines est respecté entre l'utilisation et le pâturage ou la récolte ;
- b) des sols occupés par des cultures légumières, fruitières et de pommes de terre, à l'exception des arbres fruitiers et pour autant que l'utilisation intervienne après la récolte et avant la floraison suivante ;
- c) des sols destinés à des cultures légumières ou fruitières qui sont normalement en contact direct avec le sol et qui peuvent être consommées à l'état cru, pendant une période de dix mois précédant la récolte et pendant la récolte elle-même.

20. Que faire en cas de contamination des sols suite à un épandage ?

Si une contamination des sols est suspectée :

1. **Informez les autorités** : Contactez immédiatement le SPW et la SPGE.
2. **Réaliser une analyse des sols** : Confirmez la présence et l'ampleur de la contamination.
3. **Mettre en place des mesures correctives** : En fonction du type de contamination, cela peut inclure l'arrêt temporaire des cultures ou des traitements spécifiques des sols.

21. Comment les acteurs publics assurent-ils une gestion responsable des boues ?

En Wallonie, la gestion des boues repose sur :

- **La SPGE** : Coordination des politiques de gestion des boues et supervision des Organismes d'Assainissement Agréés (OAA).

- **Les OAA** : Responsables de la collecte, du traitement et de la valorisation des boues.
- **SPF Santé publique** : Validation de l'Autorisation de commercialisation sur la base de l'Arrêté Royal du 28 janvier 2013.
- **Une réglementation stricte** : Garantie du respect des normes environnementales et de sécurité.
- **La recherche** : Soutien à l'innovation pour améliorer la valorisation des boues tout en réduisant les risques liés aux contaminants émergents.

Les acteurs publics, comme le SPW ARNE, la SPGE et les Organismes d'Assainissement Agréés (OAA), assurent :

- **Des contrôles réguliers** : Analyses systématiques pour vérifier la qualité des boues.
- **Un suivi transparent** : Mise en place de systèmes de traçabilité pour garantir l'origine et la destination des boues.
- **Un encadrement technique** : Accompagnement des agriculteurs pour une utilisation sûre et efficace des boues.

22. Qui puis-je contacter pour des informations complémentaires ?

S'il vous reste des questions, nous vous invitons à contacter directement l'organisme d'assainissement agréé qui produit et met à votre disposition les boues ou le prestataire de service qui vous livre ces matières.

Si vous souhaitez connaître la teneur en PFAS dans le sol des parcelles de votre exploitation, nous vous invitons à nous faire savoir à l'adresse courriel ci-dessous votre intérêt à participer à la future étude sur la teneur en PFAS dans les sols. En fonction des demandes et du programme de travail prévu, votre exploitation agricole pourrait faire partie du plan d'échantillonnage. Nous vous garantissons la confidentialité des résultats d'analyse.

Des informations complémentaires sur les PFAS, les sources potentielles et leurs effets sur la santé humaine sont disponibles sur le site du SPW ⁽⁸⁾.

La SPGE a chargé l'asbl PROTECT'eau ⁽⁹⁾ de répondre aux questions posées par les agriculteurs.

⁽⁸⁾ <http://environnement.sante.wallonie.be/pfas>

⁽⁹⁾ <http://www.protecteau.be>

23. Conclusion

La valorisation des boues de STEP en agriculture offre une solution durable qui combine des bénéfices environnementaux, économiques et agronomiques. Les contrôles rigoureux effectués par les autorités publiques garantissent une sécurité optimale pour les sols, les cultures et les consommateurs. Ce modèle de gestion favorise une agriculture responsable et une gestion circulaire des ressources.